

Répertoire n°: 2770 / 2004
surendettement 1/04

Audience publique du 10 décembre 2004

Le tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette, arrondissement judiciaire et Grand-Duché de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit:

Dans la cause entre:

SASCHA demeurant à **SS98 DUDELANGE, 61, rue de Zoufflgen**

- *partie requérante, partie débitrice* -, comparant en personne.

et

1) CETELEM BELGIUM s.a., établie et ayant son siège social à B-1000 BRUXELLES. 2. Place de Brouckereplein, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, faisant défaut.

2) DEXIA-BIL s.a., établie et ayant son siège social à L-2953 LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, comparant par Maître Nathalie Nathalie BALOZE, avocat, en remplacement de Maître Eliane SCHAEFFER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

3) GERLING NAMUR s.a., établie et ayant son siège social à B-5100 NAMUR, 74-78, avenue Prince de Liège, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, faisant défaut.

4) OPEL CREDIT s.a., établie et ayant son siège social à B-2030 ANTWERPEN, 139, Noorderlaan, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, faisant défaut.

5) BANQUE RAIFFEISEN société coopérative, établie et ayant son siège social à L-2449 LUXEMBOURG, 28, boulevard Royal, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, faisant défaut,

6) C.M.D. s.a., établie et ayant son siège social à L-1011 LUXEMBOURG, B.P. : 1171, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, faisant défaut,

7) M. PASQUALE Lucia et D'ANGELO Donatella et Emilio, à l'attention de ROBICO Maria, demeurant à L-2113 SANDWEILER, 23A, rue de la Chapelle,

- *partie créancière* -, faisant défaut,

8) ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES, Bureau des Domaines, L-2010 LUXEMBOURG, 1-3, avenue Guillaume,

- *partie créancière* -, comparant par Madame Anouk SCHMIT, fonctionnaire,

9) LE FOYER ASSURANCES s.a., établie et ayant son siège social à L-7556 MERSCH, 18a, Place Saint Michel, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* -, faisant défaut,

10) LA LUXEMBOURGEOISE s.a., établie et ayant son siège social à L-1118 LUXEMBOURG, 10, rue Aldringen, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

- *partie créancière* -, faisant défaut,

11) CRASER Marc, huissier de justice, L-1012 LUXEMBOURG, B.P. : 1262.

- *partie créancière* -, faisant défaut,

12) MOBILUX s.a., établie et ayant son siège social à L-2561 LUXEMBOURG, 61, rue de Strasbourg, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* -, faisant défaut,

13) Maître Marc THEISEN, demeurant à L-1225 LUXEMBOURG-MERL, 4, rue Béatrix de Bourbon,

- *partie créancière* -, comparant par Maître Ahmed BENSSOUNA, avocat, demeurant à Luxembourg,

14) STEFFEN Jean-Claude, huissier de justice, demeurant à L-4170 ESCH-SUR-ALZETTE, 50, boulevard Kennedy,

- *partie créancière* -, faisant défaut,

15) TANGO-TELE 2 s.a., établie et ayant son siège social à L-8077 BERTRANGE, 177, rue de Luxembourg, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* -, faisant défaut,

et encore:

SECURICOR LUXEMBOURG s.a., établie et ayant son siège social à L-1273 LUXEMBOURG, 8, rue de Bitbourg, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie tierce saisie* -,

en présence de

INTER-ACTIONS a.s.b.l., représentée par son conseil d'administration, ayant son siège statutaire à L-2611 Luxembourg, 9, route de Thionville, établie à L-4320 ESCH-SUR-ALZETTE, 6, rue du X Septembre,

- *service d'information et de conseil en matière de surendettement* -, comparant par Madame Nadine BOURGEOIS, responsable.

Faits:

Les faits et rétroactes de l'affaire résultent à suffisance de droit d'un premier jugement rendu en cause par le tribunal de paix de ce siège le 30 avril 2004, repertoire n° 1039/2004 et dont le dispositif est repris ci-dessus :

Par ces motifs.

le Tribunal de Paix de et à Esch-sur-Alzette, siégeant en matière de saisie-arrêt et de cession spéciales, statuant par défaut à l'égard des parties CETELEM BELGIUM s.a., GERLING NAMUR s.a. et contradictoirement à l'égard de toutes les autres parties et en premier ressort,

déclare la demande de ~~casena THIL~~ recevable ;

arrête le plan de redressement judiciaire tel que soumis par le Service d'information et de conseil en matière de surendettement à l'audience du 26 mars 2004 ;

partant, dit que le requérant devra rembourser comme suit par un paiement unique les créanciers suivants:

LE FOYER ASSURANCES s.a. :	100,00 €
GRASER Marc, huissier:	71,90 €
C.M.D. s.a. :	500,00 €
ANTONIOLE et D'ANGELO	1.400,00 €
ROFICO Maria	
LA LUXEMBOURGEOISE s.a. :	1.000,00 €
MOBILUX s.a. :	1.000,00 €
Me Marc THEISEN :	800,00 €
STEFFEN Jean-Claude, huissier:	0,00 €
TANGO-TELE 2 s.a.	0,00 €
	<u>4.871,90 €</u>

donne acte aux créanciers précités qu'ils acceptent la réduction de leur créance aux montants respectifs indiqués ci-dessus en contre-partie d'un remboursement unique rapproché ;

dit que ce remboursement se fera au moyen d'un prêt à accorder par le Fonds d'assainissement en matière de surendettement ;

charge le Service d'information et de conseil de demander un prêt de consolidation au Fonds d'assainissement en matière de surendettement suivant les modalités décrites dans son projet de plan soumis à l'audience du 26 mars 2004 ;

dit que [REDACTED] devra rembourser à partir du 1^{er} septembre 2004 les mensualités régulières suivantes aux créanciers:

CETELÉM s.a.:	84 x 15,49 €	pour un total de	1.300,93 €
DEXIA-BIL s.a. :	84 x 46,17 €	pour un total de	3.878,70 €
GERLING NAMURs.a.:	84 x 115,48 €	pour un total de	9.700,58 €
OPEL CREDIT s.a. :	84 x 17,23 €	pour un total de	1.447,02 €

donne acte aux créanciers précités qu'ils acceptent dans le cadre de ce plan de redressement la réduction de leur créance aux montants respectifs indiqués ci-dessus ;

prononce un sursis au remboursement de la dette totale de [REDACTED] envers la BANQUE CENTRALE RAIFFEISEN s.a. pour la durée du plan ;

charge le Service d'accompagnement social de la Ligue d'action et de prévention médico-sociale d'une assistance de [REDACTED] sur les plans social, éducatif et de la gestion des finances ;

refixe l'affaire pour contrôle du respect des modalités du plan de redressement à l'audience publique du vendredi, 26 novembre 2004 à 15.00 heures, 3e étage, salle d'audience n° 20 ;

réserve les frais et les droits des parties ;

ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant toute voie de recours et sans caution »

En exécution de ce jugement, l'affaire reparut à l'audience publique du 26 novembre 2004.

A cette audience, la partie requérante en personne, les mandataires des parties créancières sub 2), 8), 13) et du Service d'information et de conseil en matière de surendettement furent entendus en leurs conclusions.

Les autres parties n'ont pas comparu.

Sur ce le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé, le

jugement

qui suit:

Revu le jugement du 30 avril 2004 répertoire n° 1039/2004 ;

Il résulte du rapport de la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales chargée de l'assistance de [REDACTED] et du rapport de Service d'information et de conseil en matière de surendettement que le requérant n'est guère rigoureux, tant dans ses paiements que dans le respect des rendez-vous. Devant un tel comportement, et afin de garantir la continuité du plan judiciaire [REDACTED] le Service d'information et de conseil estime qu'il est indispensable que l'ensemble des revenus du requérant soient versés sur un compte de la Ligue Luxembourgeoise d'action médico sociale, en vue d'une gestion de son budget par celle-ci.

Le Service d'information et de conseil en matière de surendettement informa encore le tribunal qu'un prêt de consolidation, demandé le 1^{er} juin 2004, a été accordé le 28 septembre 2004 et signé par le débiteur en date du 15 octobre 2004.

Les fonds ont été liquidés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration pour le remboursement par un paiement unique des créanciers suivants:

LE FOYER ASSURANCES s.a. :	100,00 €
GRASER Marc, huissier:	71,90 €
C.M.D. s.a. :	500,00 €
[REDACTED] D'ANGELO	1.400,00 €
[REDACTED] Maria	

LA LUXEMBOURGEOISE s.a. :	1.000,00 €
MOBILUX s.a. :	1.000,00 €
Me Marc THEISEN :	800,00 €
	<hr/>
	4.871,90 €

Le mandataire de la partie THEISEN confirma la réception du paiement indiqué.

Le représentant de l'Administration de l'Enregistrement informa le tribunal qu'une procédure de grâce a été introduite par le requérant pour la remise de sa dette envers l'Administration de l'Enregistrement.

Aux termes de l'article 14 de la loi du 8 décembre 2000 concernant la prévention du surendettement, le juge peut, le cas échéant, désigner les personnes chargées d'une assistance sur les plans social, éducatif ou de la gestion des finances, aux fins de veiller à ce que la partie des revenus du débiteur qui n'est pas affectée au remboursement des dettes soit employée aux fins auxquelles elle est destinée.

Au vu des indications contenues dans les rapports de la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales du 22 novembre 2004, respectivement du Service d'information et de conseil en matière de surendettement du 24 novembre 2004, les tribunal est d'avis qu'il y a lieu de suivre les conclusions prises par la représentante du Service d'information, et de charger, dans l'intérêt tant des créanciers que du débiteur, la Ligue médico-sociale d'une gestion de l'ensemble des revenus de **Sacha THILL** celui-ci ayant d'ailleurs expressément acquiescé à cette mesure lors de sa comparution à l'audience du 26 novembre 2004.

Par ces motifs,

le tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette, siégeant en application de la loi du 8 décembre 2000 concernant la prévention du surendettement, statuant contradictoirement à l'égard de la partie débitrice et des parties créancières sub 2), 7), 8), 13) ainsi que du Service d'information et de conseil en matière de surendettement matière, et par défaut à l'égard des autres parties et en premier ressort,

dit qu'à partir du jour de la notification du présent jugement et pendant la durée du plan de redressement, la partie tierce saisie devra verser l'intégralité des revenus dont bénéficie **Sacha THILL** à un compte à indiquer par la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales ;

dit que la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociales devra employer les fonds au remboursement des mensualités échus et à échoir en vertu du plan de redressement arrêté au dispositif du jugement n° 1039/2004 du 30 avril 2004 ainsi qu'au règlement des charges périodiques courantes (loyers, taxes, communales et autres, assurances etc.) et remettre à **Sacha THILL** les sommes nécessaires pour couvrir les besoins élémentaires de la vie courante ;

refixe l'affaire pour contrôle du respect des modalités du plan de redressement à l'audience publique du vendredi, 18 mars 2005 à 15.00 heures, à la Justice de paix d'Esch-sur-Alzette, 3^e étage, salle d'audience n° 20 ;

ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant appel ;

réserve les frais et les droits des parties.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique à Esch-sur-Alzette par Georges MUHLEN, juge de paix, assisté du greffier Doris KERSCHEN, qui ont signé le présent jugement.

